

CB

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CAEN

06/05/2015

N° E15000059 /14

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

VU enregistrée le 30/04/15, la lettre par laquelle le préfet du Calvados sollicite la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : *le projet de sécurisation du boulevard périphérique nord de Caen* ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 123-1 et suivants et R.123-5 et suivants ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Marcel VASSELIN est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Hubert SEJOURNÉ est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Basse-Normandie (DREAL) service transports, infrastructures, division infrastructures déplacements, BP 60040, 14006 CAEN CEDEX versera dans le délai de 1 mois, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 2 000 euros.

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 5 : La présente décision sera notifiée au préfet du Calvados, à Monsieur Marcel VASSELIN, à Monsieur Hubert SEJOURNÉ, à la DREAL et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Caen, le 06/05/2015

Le vice-président,

signé Xavier MONDESERT



POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
DE L'ORIGINAL

Le Greffier en Chef,

Patricia LEGENTIL-KARAMIAN



PRÉFET DU CALVADOS

direction départementale des
territoires et de la mer du
Calvados

**Arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration de
sécurisation du boulevard périphérique nord de CAEN entre les échangeurs
« Chemin Vert » et « Porte d'Angleterre » sur les communes de
CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR**

**LE PREFET DE LA REGION BASSE-NORMANDIE
PREFET DU CALVADOS,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 123-1 à L 123-19, R 123-1 à R 123-46 ;

VU les articles L 122-1 à L 122-3-5 et R 122-1 suivants du code de l'environnement relatifs aux études d'impact ;

VU les articles L 126-1 et R 126-1 du code de l'environnement relatifs à la déclaration de projet ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2015 donnant délégation de signature à monsieur Christian DUPLESSIS, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

VU la demande présentée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Basse-Normandie (DREAL) en date du 15 avril 2015 ;

VU la décision du 6 mai 2015 de monsieur le président du tribunal administratif de CAEN désignant monsieur Marcel VASSELIN, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et monsieur Hubert SEJOURNE, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est procédé à une enquête publique dans les formes prescrites par les textes sus-visés sur l'étude d'impact relative à la sécurisation du boulevard périphérique nord de CAEN entre les échangeurs « Chemin Vert » et « Porte d'Angleterre » sur les communes de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR, présentée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Basse-Normandie (DREAL).

**Cette enquête se déroule du
lundi 15 juin 2015 à 9h00 au vendredi 17 juillet 2015 à 16h00**

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Le projet concerne le boulevard périphérique nord de Caen entre les échangeurs de la « Porte d'Angleterre » et du « Chemin Vert ».

Article 2 : Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête sont déposés dans les mairies de :

COMMUNES	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE
CAEN	Lundi au jeudi de ... 8h00 à 17h00 Vendredi de 8h00 à 16h00 Samedi de 9h30 à 18h00
HEROUVILLE SAINT CLAIR	Lundi au vendredi 9h00 à 17h30 Samedi de 9h00 à 11h45

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée peut prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre propositions sur le registre d'enquête, l'adresser par correspondance au commissaire enquêteur en mairie de CAEN, siège de l'enquête : esplanade Jean-Marie Louvel – Direction de l'urbanisme -14027 – CAEN Cedex 9.

Article 3 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la direction départementale des territoires et de la mer dès la publication du présent arrêté. Par ailleurs, ce même dossier est consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Calvados (<http://www.calvados.gouv.fr/>).

Article 4 : Le commissaire enquêteur se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, en mairies, aux jours et heures suivants :

CAEN		HEROUVILLE SAINT CLAIR	
Jour	heure	Jour	heure
15/06/2015	9h00 à 12h00	24/06/2015	9h00 à 12h00
27/06/2015	9h30 à 12h30	06/07/2015	14h30 à 17h30
17/07/2015	13h00 à 16h00		

Article 5 : Un avis informant le public de l'enquête est publié aux frais du pétitionnaire dans les journaux OUEST-FRANCE et LIBERTE – LE BONHOMME LIBRE, une première fois au plus tard le samedi 30 mai 2015 et une seconde fois dans les huit premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête.

Avant le 31 mai 2015 et pendant toute la durée de l'enquête, ce même avis est publié par voie d'affiches en mairies de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR en un lieu accessible à tout public et à tout moment. L'accomplissement de ces mesures de publicité incombe à messieurs les maires des communes de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR et est certifié par eux.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, le pétitionnaire procède, sauf impossibilité matérielle justifiée, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet et la direction départementale des territoires et de la mer publie l'avis sur le site internet des services de l'Etat dans le Calvados (<http://www.calvados.gouv.fr/>).

Article 6 : Pendant toute la durée de l'enquête, les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande.

Article 7 : A l'expiration de l'enquête, les registres et les documents annexés sont transmis sans délai par les maires des communes de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR au commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre le pétitionnaire dans la huitaine et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le pétitionnaire dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 8 : Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du pétitionnaire en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet à la direction départementale des territoires et de la mer, dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, l'exemplaire du dossier d'enquête déposé en mairie de CAEN accompagné des registres, des pièces annexées, de son rapport et de ses conclusions motivées.

Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de CAEN.

Article 9 : Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est adressée en mairies de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La direction départementale des territoires et de la mer publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'Etat et les tient à la disposition du public pendant un an.

Article 10 : Monsieur le préfet du Calvados, messieurs les maires des communes de CAEN et HEROUVILLE SAINT CLAIR et monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 11 MAI 2015

Pour le Préfet et par délégation


Le directeur départemental
Christian Duplessis

Avis administratifs

Prefecture du CALVADOS
Direction départementale
des territoires et de la mer

Communes de CAEN
et HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR

**Ouverture d'une enquête publique
préalable à la déclaration
de sécurisation du boulevard
périphérique Nord de Caen entre
les échangeurs «chemin Vert»
et «porte d'Angleterre»
sur les communes de Caen
et Hérouville-Saint-Clair**

AVIS AU PUBLIC

Le préfet de la Région Basse-Normandie, préfet du Calvados, informe le public qu'en exécution de l'arrêté du 11 mai 2015, il sera procédé du lundi 15 juin 2015 à 9 h 00 au vendredi 17 juillet 2015 à 16 h 00 à une enquête publique préalable à la déclaration de sécurisation du boulevard périphérique Nord de Caen entre les échangeurs «chemin Vert» et «porte d'Angleterre» sur les communes de Caen et Hérouville-Saint-Clair. À cet effet, les pièces relatives à cette information seront déposées au plus tard le 30 mai 2015 en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair.

Les jours et heures d'ouverture où chacun pourra prendre connaissance durant toute la durée de l'enquête et consigner éventuellement ses observations dans les mairies sont les suivants :

- Caen : lundi au jeudi, de 8 h 00 à 17 h 00, vendredi de 8 h 00 à 16 h 00, samedi de 9 h 30 à 18 h 00,
- Hérouville-Saint-Clair : lundi au vendredi, de 9 h 00 à 17 h 30, samedi de 9 h 00 à 11 h 45.

M. Marcel Vasseloin est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Hubert Sejourne est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair aux jours et heures suivants :

- Caen :
- lundi 15 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 27 juin 2015, de 9 h 30 à 12 h 30,

- vendredi 17 juillet 2015, de 13 h 00 à 16 h 00,

Hérouville-Saint-Clair :

- mercredi 24 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,

- lundi 6 juillet 2015, de 14 h 30 à 17 h 30.

À la clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est adressée en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair ainsi qu'à la Direction départementale des territoires et de la mer, service eau et biodiversité, 10, boulevard du Général-Vanier, CS 75224, 14052 Caen cedex 4, ou toute personne physique ou morale intéressée pourra en prendre connaissance, pendant une durée d'un an.

La Direction départementale des territoires et de la mer publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'État et les tient à la disposition du public pendant un an.

Fait à Caen, le 11 mai 2015
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental
Christian DUPLESSIS.

Vie des sociétés



FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'avocats
31, rue d'Orléans
49100 ANGERS

SCM KINÉ LIBERTÉ

Société civile de moyens
à capital variable
Au capital plancher de 4 000 euros
Siège social : 26, rue de la Liberté
14730 GIBERVILLE
503 974 594 RCS Caen

AVIS

Aux termes d'une délibération en date du 6 janvier 2015, l'assemblée générale extraordinaire a nommé Mme Camille Rouleaux, Jemeurant 47, rue du Pont-Creton, 14000 Caen, en qualité de cogérante pour une durée illimitée à compter du 1er janvier 2015, en remplacement de M. Denis Lamoureux, cogérant démissionnaire le 31 décembre 2014 au soir. Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de Caen.

Pour avis
La Gérance.

CAP JURIS

Société d'avocats
Rue des Monts-Panneaux
14650 CARPIQUET

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : Holding Maxime Vautier.

Forme : société civile.

Capital social : 1 000 euros constitue uniquement au moyen d'apports en numéraire.

Siège social : Blainville-sur-Orne (Calvados), 1, rue Saint-Quentin.

Objet social : l'acquisition, la détention, la vente de titres de sociétés, de valeurs mobilières, la prise de participations dans toutes sociétés quel que soit leur objet ; la gestion de titres de sociétés et de toutes valeurs mobilières ; la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail ou location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, qui seront acquis par la société ou edifiés par elle au cours de la vie sociale, ainsi que l'acquisition et la gestion de parts de toutes autres sociétés immobilières.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Gérant : M. Maxime Vautier, demeurant à Blainville-sur-Orne (Calvados) 1, rue Saint-Quentin.

Cession de parts : les parts sociales ne peuvent être cédées à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants, descendants d'un associé qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

RCS : la société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Caen.

Livres

BIOGRAPHIE

Jacques Soustelle ministre devenu paria

Jacques
Soustelle,
l'ami
qui a défié
De Gaulle,
Marc Franciol,
Éd. du Rocher,
336 p., 21 €.



tombeurs de la IV^e République et l'un des acteurs majeurs du retour au pouvoir de De Gaulle en 1958. Mais l'ami, le fidèle de près de vingt ans, a défié le Général sur l'avenir de l'Algérie.

Il connaîtra alors l'exil, paria d'une république naissante, pendant sept longues années. Considéré fasciste par les uns, resté fidèle à ses idées et aux engagements de la France pour les autres, il sera oublié, y compris des livres d'histoire. Cet ouvrage retrace le chemin que Soustelle a emprunté. Il raconte aussi comment, en 1965, l'exilé a sauvé la vie de Charles de Gaulle et nous révèle que, contrairement aux affirmations de l'époque, Jacques Soustelle n'a jamais été jugé, donc jamais condamné et n'a pas eu à être amnistié.

La vie de Jacques Soustelle est un roman d'aventure qui se confond avec l'histoire de la France du XX^e siècle. Étudiant bardé de diplômes, ethnologue et philosophe à la découverte des Aztèques et de la mixité des cultures, il deviendra académicien.

Résistant de la première heure au service d'un général qu'il ne connaissait alors pas et de la France libre, il sera un influent patron des services secrets. Et puis ministre, à plusieurs reprises. C'est un des

ROMAN

Une même vie pour deux hommes

Lisbonne
Mélodies,
Joao Tordo,
Actes Sud,
240 pages,
22,50 €



Contrebassiste sans contrat, vaincu par les dettes, l'alcool et la drogue, Hugo quitte le Canada et rentre auprès des siens, au Portugal, pour tenter de retrouver l'envie de jouer et le plaisir de vivre. À peine débarqué à Lisbonne, il assiste à un concert au cours duquel Luis Stockman, un pianiste en vue, improvise une lancinante mélodie en do dièse parfaitement identique à la composition originale à laquelle Hugo travaille depuis des années...

Il se pense spolié de sa création. Le musicien sombre alors dans la folie, obsédé par Stockman, son alter ego et son

contraire. Comment expliquer une telle symbiose entre des êtres qui ne se connaissent pas ? Quel fil relie ces deux hommes qui semblent partager bien plus qu'une ressemblance physique stupéfiante ? Dans une descente aux enfers, à l'issue fatale, il perçoit en Stockman le jumeau décédé quelques heures après sa naissance, le miroir de ce qu'il aurait pu être, la réincarnation de celui qui est mort pour que lui puisse vivre, la partie de lui-même dont il s'est trouvé amputé.

De la même façon Stockman n'aura d'autre remède, pour poursuivre son existence, que de partir sur les traces d'Hugo à Montréal afin de s'approprier son passé.

C'est la possibilité d'une même vie pour deux hommes qui est ici évoquée, dans cette éblouissante et sombre variation sur la schizophrénie.

Le thriller des réseaux sociaux

Avis administratifs

Prefecture du CALVADOS
Direction départementale
des territoires et de la mer

Communes de CAEN
et HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR

**Ouverture d'une enquête publique
préalable à la déclaration
de sécurisation du boulevard
périphérique Nord de Caen entre
les échangeurs «chemin Vert»
et «porte d'Angleterre»
sur les communes de Caen
et Hérouville-Saint-Clair**

AVIS AU PUBLIC

Le préfet de la Région Basse-Normandie, préfet du Calvados, informe le public qu'en exécution de l'arrêté du 11 mai 2015, il sera procédé du lundi 15 juin 2015 à 9 h 00 au vendredi 17 juillet 2015 à 16 h 00 à une enquête publique préalable à la déclaration de sécurisation du boulevard périphérique Nord de Caen entre les échangeurs «chemin Vert» et «porte d'Angleterre» sur les communes de Caen et Hérouville-Saint-Clair. A cet effet, les pièces relatives à cette information seront déposées au plus tard le 30 mai 2015 en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair.

Les jours et heures d'ouverture où chacun pourra prendre connaissance durant toute la durée de l'enquête et consigner éventuellement ses observations dans les mairies sont les suivants :

- Caen : lundi au jeudi, de 8 h 00 à 17 h 00, vendredi de 8 h 00 à 16 h 00, samedi de 9 h 30 à 18 h 00,
- Hérouville-Saint-Clair : lundi au vendredi, de 9 h 00 à 17 h 30, samedi de 9 h 00 à 11 h 45.

M. Marcel Vasseloin est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Hubert Sejourne est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair aux jours et heures suivants :

- Caen :
- lundi 15 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 27 juin 2015, de 9 h 30 à 12 h 30,
- vendredi 17 juillet 2015, de 13 h 00 à 16 h 00.

Hérouville-Saint-Clair :

- mercredi 24 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,
- lundi 6 juillet 2015, de 14 h 30 à 17 h 30.

À la clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est adressée en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair ainsi qu'à la Direction départementale des territoires et de la mer, service eau et biodiversité, 10, boulevard du Général-Vanier, CS 75224, 14052 Caen cedex 4, ou toute personne physique ou morale intéressée pourra en prendre connaissance, pendant une durée d'un an.

La Direction départementale des territoires et de la mer publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'État et les tient à la disposition du public pendant un an.

Fait à Caen, le 11 mai 2015
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental
Christian DUPLISSIS.

Vie des sociétés



FIDUCIAL SOFIRAL

Société d'avocats
31, rue d'Orléans
49300 ANGERS

SCM KINÉ LIBERTÉ

Société civile de moyans
à capital variable
Au capital plancher de 4 000 euros
Siège social : 26, rue de la Liberté
14730 GIBERVILLE
503 974 594 RCS Caen

AVIS

Aux termes d'une délibération en date du 6 janvier 2015, l'assemblée générale extraordinaire a nommé Mme Camille Rouleaux, demeurant 47, rue du Pont-Croon, 14000 Caen, en qualité de cogérante pour une durée illimitée à compter du 1er janvier 2015, en remplacement de M. Denis Lamoureux, cogérant démissionnaire le 31 décembre 2014 au soir. Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de Caen.

Pour avis
La Gérance.

CAP JURIS

Société d'avocats
Rue des Monts-Panneaux
14650 CARPIQUET

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : Holding Maxima Vautier.

Forme : société civile.

Capital social : 1 000 euros constitué uniquement au moyen d'apports en numéraire.

Siège social : Blainville-sur-Orne (Calvados), 1, rue Saint-Quentin.

Objet social : l'acquisition, la détention, la vente de titres de sociétés, de valeurs mobilières, la prise de participations dans toutes sociétés quel que soit leur objet ; la gestion de titres de sociétés et de toutes valeurs mobilières ; la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail ou location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, qui seront acquis par la société ou edifiés par elle au cours de la vie sociale, ainsi que l'acquisition et la gestion de parts de toutes autres sociétés immobilières.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Gérant : M. Maxime Vautier, demeurant à Blainville-sur-Orne (Calvados) 1, rue Saint-Quentin.

Cession de parts : les parts sociales ne pouvant être cédées à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants, descendants d'un associé qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

RCS : la société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Caen.

Livres

BIOGRAPHIE

Jacques Soustelle ministre devenu paria

Jacques Soustelle, l'ami qui a défié De Gaulle. Marc Franciol, Éd. du Rocher, 336 p., 21 €.



tombeurs de la IV^e République et l'un des acteurs majeurs du retour au pouvoir de De Gaulle en 1958. Mais l'ami, le fidèle de près de vingt ans, a défié le Général sur l'avenir de l'Algérie.

Il connaîtra alors l'exil, paria d'une république naissante, pendant sept longues années. Considéré fasciste par les uns, resté fidèle à ses idées et aux engagements de la France pour les autres, il sera oublié, y compris des livres d'histoire.

La vie de Jacques Soustelle est un roman d'aventure qui se confond avec l'histoire de la France du XX^e siècle. Étudiant bardé de diplômes, ethnologue et philosophe à la découverte des Aztèques et de la mixité des cultures, il deviendra académicien.

Résistant de la première heure au service d'un général qu'il ne connaissait alors pas et de la France libre, il sera un influent patron des services secrets. Et puis ministre, à plusieurs reprises. C'est un des

Cet ouvrage retrace le chemin que Soustelle a emprunté. Il raconte aussi comment, en 1965, l'exilé a sauvé la vie de Charles de Gaulle et nous révèle que, contrairement aux affirmations de l'époque, Jacques Soustelle n'a jamais été jugé, donc jamais condamné et n'a pas eu à être amnistié.

ROMAN

Une même vie pour deux hommes

Lisbonne Mélodies, Joao Tordo, Actes Sud, 240 pages, 22,50 €



Contrebassiste sans contrat, vaincu par les dettes, l'alcool et la drogue, Hugo quitte le Canada et rentre auprès des siens, au Portugal, pour tenter de retrouver l'envie de jouer et le plaisir de vivre. À peine débarqué à Lisbonne, il assiste à un concert au cours duquel Luis Stockman, un pianiste en vue, improvise une lancinante mélodie en do dièse parfaitement identique à la composition originale à laquelle Hugo travaille depuis des années...

Il se pense spolié de sa création. Le musicien sombre alors dans la folie, obsédé par Stockman, son alter ego et son

contraire. Comment expliquer une telle symbiose entre deux êtres qui ne se connaissent pas ? Quel fil relie ces deux hommes qui semblent partager bien plus qu'une ressemblance physique stupéfiante ? Dans une descente aux enfers, à l'issue fatale, il perçoit en Stockman le jumeau décédé quelques heures après sa naissance, le miroir de ce qu'il aurait pu être, la réincarnation de celui qui est mort pour que lui puisse vivre, la partie de lui-même dont il s'est trouvé amputé.

De la même façon Stockman n'aura d'autre remède, pour poursuivre son existence, que de partir sur les traces d'Hugo à Montréal afin de s'approprier son passé.

C'est la possession d'une même vie pour deux hommes qui est ici évoquée dans cette éblouissante et sombre variation sur la schizophrénie.

Le thriller des réseaux sociaux

Enquête publique

7119315101
Commune d'ANISY
Commune de Caen
de Courseulles-sur-Mer

RISES

VOUS
000 euros
publics
région.
le site :
.com

Internet

mai 2012,
s'agit

ion

et. Cor-
44 28.

stours :

efface-

sur

intéres-
char-

du règlement
de lotissement
"Zone d'activités
Le Grand-Pré"
avec le Plan local
d'urbanisme
de la commune d'Anisy

ENQUÊTE
PUBLIQUE
2^E AVIS

Par arrêté municipal en date du 22 avril 2015, le maire d'Anisy a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la mise en compatibilité du règlement de lotissement « Zone d'activités Le Grand-Pré » avec le PLU de la commune d'Anisy.

L'enquête publique se déroulera à la mairie d'Anisy les :
- vendredi 15 mai 2015 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- samedi 30 mai 2015 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- mardi 16 juin 2015 de 15 h 30 à 18 h 15.

La Mairie,
Nicolas DELAHAYE.

observations écrites ou orales en mairie de Caen et Hérouville-Saint-Clair aux jours et heures suivants :
Caen : lundi 15 juin 2015 de 9 h 00 à 12 h 00 ; samedi 27 juin 2015 de 9 h 30 à 12 h 30 ; vendredi 17 juillet 2015 de 13 h 00 à 16 h 00 ;
Hérouville-Saint-Clair : mercredi 24 juin 2015 14 h 30 à 17 h 30.

7119805501
PREFECTURE DU CALVADOS
Direction des collectivités locales
de la coordination
et du développement durable
Bureau de l'environnement
et du développement durable

AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE
1^{ER} AVIS

Le Préfet de la Région Basse-Normandie, préfet du Calvados, informe le public qu'en exécution de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2015, il sera procédé, du lundi 8 juin 2015 à 9 h 00, au samedi 11 juillet 2015 à 12 h 00, à une enquête publique sur la demande d'autorisation présentée par la société COBANOR TRITEK, dont le siège social est situé à Courseulles (14650), rue du Poilar, bâtiment 178, représentée par son gérant, M. Stéphane MORIN, concernant son projet de création d'une plate-forme de tri de textiles sur la commune de Colombelles.

1^{ER} AVIS
D'ENQUÊTE
PUBLIQUE

7120322801
Commune de
HERMANVILLE-SUR-MER

Par arrêté municipal n° 2015/05/urbanisme en date du 15 mai 2015, le Maire de Hermanville-sur-Mer a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification du Plan local d'urbanisme, à savoir :

- l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU « La Guette »
- l'établissement d'une protection des secteurs de la zone NC au titre de l'article L123.1.5. II-2) du code de l'urbanisme afin de les préserver.

L'enquête publique se déroulera à la mairie de Hermanville-sur-Mer du 9 juin 2015 au 10 juillet 2015 aux jours et heures habituelles d'ouverture :

- Lundi, mardi, mercredi, jeudi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30
- Vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 30.

7120330801
Commune de
SAINT-LAURENT-DE-CONDEL

ENQUÊTE
PUBLIQUE
1^{ER} AVIS

Par arrêté N°09-2010 en date du 15 mai 2015, le maire de la commune de Saint-Laurent-de-Condel a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU, approuvé.

L'enquête se déroulera à la mairie du 8 juin 2015 au 10 juillet 2015 inclus, aux jours et heures habituelles d'ouverture du secrétariat de mairie.

7120337601
AVIS
DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Benoît DARRAS, notaire associé de la SCP « BUREAU SAINT-BEUVE » et Benoît DARRAS, notaires associés, titulaires d'un officier notarial à Saint-Lé, 2, rue de la Mairie, le 27 mai 2015, enregistré à Coutances, le 18 mai 2015, daté 2015/05/20, a été constitué la société civile immobilière suivante :

droits immobiliers. Et la prise de participation dans toutes sociétés immobilières. Siège social : Courseulles-sur-Mer (14113), quai Est. Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS. Capital social : deux millions euros. Apparaît : les apports sont exclusivement en numéraire.

7120362801
SCP JOUANNO HOUDAN
à ASSOCIÉS
Société civile professionnelle
d'avocats au capital de 20 000 euros
Siège social : CAEN (14000)
4, boulevard Georges-Pompidou
RCS CAEN 519 767 448
Téléphone : 02 31 29 20 20
Télécopie : 02 31 29 20 25
E-Mail :
accuse@cabinet-jouanno-houdan.fr

7120407401
FIDAL
Société d'avocats
2, rue de la Mobilite
35042 RENNES CEDEX

TROIS QUATORZE
Société civile immobilière
au capital de 2 448 250 euros
Ancien siège social :
7, rue SAINT-THOMAS DE
RONCERAY
35410 CHATEAUGIRON
RCS RENNES 483 603 056
Nouveau siège social :
7 A, route de Bretagne
14210 NOYERS-BOCAGE
RCS CAEN 493 603 036

TRANSFERT
DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 avril 2015, il a été décidé de transférer le siège social de la société dite CHATEAUGIRON (35410), 7, rue SAINT-THOMAS-DE-RONCERAY à NOYERS-BOCAGE (14210), 7 A, route de Bretagne, avec effet à compter de ladite date.

La société est constituée pour une durée de 99 années, jusqu'au 27 décembre 2105 et a pour objet la propriété et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières ainsi que toutes opérations financières quelconques pouvant s'y rattacher.

Le gérant est Mme Dominique LUCE-REAU, née CATHEAUGRUE, demeurant 44, boulevard Léon-Baum, Lorient (56100). La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Caen.

14210 NOYERS-BOCAGE
RCS CAEN 493 603 036

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.

14000), 16, rue des Hauts de Beaulieu à Caen (14000), 13, rue des Hauts de Beaulieu, et ce à compter du même jour. Les statuts ont été déposés en conséquence.



Autres marchés

5 à 12 h 00.

Préfecture du CALVADOS
Direction départementale
des territoires et de la mer

Communes de CAEN
et HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR

**Ouverture d'une enquête publique
préalable à la déclaration
de sécurisation du boulevard
périphérique Nord de Caen entre
les échangeurs «chemin Vert»
et «porte d'Angleterre»
sur les communes de Caen
et Hérouville-Saint-Clair**

2E AVIS AU PUBLIC

Le préfet de la Région Basse-Normandie, préfet du Calvados, informe le public qu'en exécution de l'arrêté du 11 mai 2015, il sera procédé du lundi 15 juin 2015 à 9 h 00 au vendredi 17 juillet 2015 à 16 h 00 à une enquête publique préalable à la déclaration de sécurisation du boulevard périphérique Nord de Caen entre les échangeurs «chemin Vert» et «porte d'Angleterre» sur les communes de Caen et Hérouville-Saint-Clair.

À cet effet, les pièces relatives à cette information seront déposées au plus tard le 30 mai 2015 en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair.

Les jours et heures d'ouverture où chacun pourra prendre connaissance durant toute la durée de l'enquête et consigner éventuellement ses observations dans les mairies sont les suivants :

- Caen : lundi au jeudi, de 8 h 00 à 17 h 00, vendredi de 8 h 00 à 16 h 00, samedi de 9 h 30 à 18 h 00.
- Hérouville-Saint-Clair : lundi au vendredi, de 9 h 00 à 17 h 30, samedi de 9 h 00 à 11 h 45.

M. Marcel Vasselin est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Hubert Sejourne est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair aux jours et heures suivants :

- Caen :
- lundi 15 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 27 juin 2015, de 9 h 30 à 12 h 30,
- vendredi 17 juillet 2015, de 13 h 00 à 16 h 00.
- Hérouville-Saint-Clair :
- mercredi 24 juin 2015, de 9 h 00 à 12 h 00,
- lundi 6 juillet 2015, de 14 h 30 à 17 h 30.

À la clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est adressée en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair ainsi qu'à la Direction départementale des territoires et de la mer, service eau et biodiversité, 10, boulevard du Général-Vanier, CS 15224 - 14010 Caen cedex 4 où toute personne physique ou morale intéressée pourra en prendre connaissance, pendant une durée d'un an.

La Direction départementale des territoires et de la mer publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'Etat et les tient à la disposition du public pendant un an.

Fait à Caen, le 11 mai 2015
Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental
Christian DUPLESSIS.

A NOS ANNONCEURS

Nous remercions nos annonceurs de bien vouloir répondre, même par la négative, aux lettres qui leur parviennent de nos lecteurs, surtout si celles-ci comportent un timbre pour la réponse

Société civile immobilière
Au capital de 1 000 euros
Siège social : MOSLES 14
rue des Ecoles
RCS Caen en cours

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date à Bayeux (14) du 12 juin 2015, il a été constitué une société civile immobilière. Sa dénomination sociale est «Société». Le capital social a été fixé à 1 000 euros divisé en 100 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros chacune intégralement souscrites et entièrement libérées en numéraires.

Le siège social est fixé à Mosles 14, rue des Ecoles.
L'objet social est "la promotion, l'acquisition, la gestion et l'administration, l'exploitation par tous modes, la location de biens immobiliers, tous immeubles bâtis ou non bâtis, de droits immobiliers et de valeurs mobilières. L'achat et la vente de tous immeubles entiers ou par lots. Engagements et opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et aux biens dont s'agit, en ce compris la conclusion d'emprunts et l'affectation et l'hypothèque des biens en cause à titre de garantie desdits emprunts, à condition que ces opérations n'altèrent pas le caractère civil de la société".
La durée est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Les gérants sont M. Pierre Tanquerel et Mme Florence Tanquerel demeurant ensemble à Mosles (14), rue des Ecoles. La société sera immatriculée au RCS de Caen.

Les transmissions de parts sociales à quel que ce soit sont soumises à l'agrément de l'assemblée générale.

Pour insertion
La Gérance.

Autres légales

LIQUIDATION JUDICIAIRE

SAS BELLERY
"BAYEUX BEAUTE"
Soins esthétiques
9, rue Saint-Patrice
14100 BAYEUX

À vendre : éléments corporels et incorporels du fonds de commerce.
Délai de réception des offres fixé par le tribunal.

Lieu de dépôt des offres : étude de Me Alain Lize, 11, place de la Résistance, BP 3054 - 14010 Caen cedex.
Tél. 02 31 39 27 22 et fax 02 31 39 27 11.
Mail : courmerrize@wanadoo.fr

Notre publication adhère à



coeurs



Bathilde ECOLASSE, en l'église Saint-Patrice. Roc Eclerc
ville-sur-Orne :
Germaine BONNEAU, en l'église Saint-Gerbold. PF Blainville

Roger VIEILLERBIERE, en l'église Saint-Ouen. PF
re-Martin
Charles CRENN, au crématorium. PF Steeve Sourisse
Thierry GORON, en l'église abbatiale Saint-Etienne. PF Lemerre
Marcel ROMANO, au crématorium. PF Grimoult
Damien COUDRAIS, au crématorium. PF Pétriviennes

Philippe PILLET, en la salle polyvalente. PF Rougerea
agnolles :
Thérèse GUILBERT, en l'église. PF Aussant Gontier
Huet :
Jacques DESCLAIS, en l'église. PF Steeve Sourisse

Paul AVICE, en l'église. PF Gauquelin
Municipalités :
Jeanne CHOLET, en l'église. PF Municipales

Christian HOUDAYER, en l'église. PF Motte
ville-en-Auge :
Daniel HUET, en l'église. PF Rougerea

René LAVILLE, au cimetière. PF C. Huras

Jean-Claude POULARD, en l'église. PF Gauquelin
Mauger :

France DESCRETTES, en l'église. PFG Services Funéraires

Colo COULLERAY, en l'église. PF Ferreira

Jean BONNEFOY, en l'église. PF Lexoviennes

Yves BOCHÉ, en l'église Notre-Dame. PF Orbecquoises
Martin-de-Sallen :

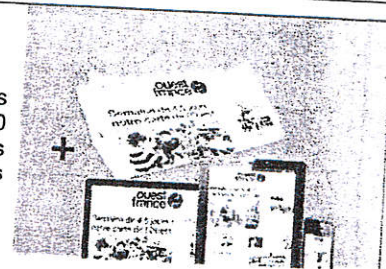
Jean PANNIER, en l'église. PF Rougerea

Yvonne VOISIN, en l'église. Roc Eclerc

ier :	02 33 51 77 60	PF Motte :	02 31 32 29 66
raire :	02 31 53 97 54	PF Municipales :	02 31 48 40 45
rtina :	02 31 86 02 36	PF Orbecquoises :	02 31 32 83 42
	02 31 90 79 21	PF Pétriviennes :	02 31 90 26 05
	02 31 92 27 41	PF Rougerea :	02 31 77 88 61
	02 31 69 02 96	PF Rougerea :	02 31 24 10 80
	02 31 28 93 49	PF Steeve Sourisse :	02 31 93 17 98
éraires :	02 31 20 83 67	Roc Eclerc :	02 31 35 12 05
	02 31 77 01 16	Roc Eclerc :	02 31 22 88 60
	02 31 62 66 66		

Les célébrées ce jour, ayant fait l'objet d'un avis dans le journal.

les
h30
res
vos



ados

AT

lurablement

ptes

IT

hé : Calvados Habitat, 7, place
36 36. Fax 02.31.86.53.02.

comptes.

é conclu pour 6 ans pour assu-
000 lots (logements, stationne-
s).

tionnement.
ans un délai global de 30 jours.
ences, moyens, capacité écono-

icés dans le règlement de consul-

qualités et capacités du candi-
al actuels, références sur presta-
d'assurance en cours de vali-

es offres : 31 août 2015 à 17 h 30.
e-marchespublics.com
s auprès de : Calvados Habitat,
S 20176, 14010 Caen cedex.

ures et offres : Calvados Habi-
och, CS 20176, 14010 Caen cedex
n
procédures et obtention des ren-
Arthur-Le-Duc, 14000 Caen.
e annonce est également dispo-
e : "marchés".
2015.

est plus

tion de son mariage sans
plus de même après le di-
difficiles. La Cour de cas-
de s'opposer au partage
rétexte que le mariage au-
lusieurs motifs permettent
de réclamer l'annulation
minimal, la bigamie, l'ab-
trop proche des époux
qu'un mariage n'a jamais
le parquet ou tous ceux
e ans pour faire valoir ces
a, l'ex-époux n'est plus un
ver l'existence d'un intérêt
en annulation. (Cass. Civ

Avis de marchés publics

Procédure adaptée article 28
Marchés inférieurs à 25 000 euros HT

ARTISANS, CHEFS D'ENTREPRISES cette rubrique est faite pour vous

Consultez les marchés publics inférieurs à 25 000 euros
des collectivités, établissements publics
et administrations de votre région.

Vous les retrouvez également sur le site :

ouestmarches.com

Avis de marchés publics

Marchés inférieurs à 25 000 euros HT

7121796301

Commune de Bourguébus (14540)

- Mode de passation : procédure adaptée (articles 28 et 40 du CMP).
- Nature du marché : travaux.
- Identification de l'organisme qui passe le marché : Personne responsable du marché : mairie de Bourguébus, M. FRANCOIS Sébastien, 10, rue Val-ès-Dunes, 14540 Bourguébus, tél. 02 31 23 10 08, fax 02 31 39 19 43. Mail : bourguébus@wanadoo.fr
- Objet du marché : travaux de réhabilitation d'un logement communal en centre de loisirs.
- Lieu d'exécution : bâtiment jouxtant le groupe scolaire.
- Présentation des lots
Lot 1 : maçonnerie.
Lot 2 : plomberie.
Lot 3 : plomberie.
Lot 4 : électricité.
Lot 5 : peinture.
- Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation (cahier des charges).
- Date limite de la réception des offres : lundi 6 juillet 2015 avant 17 h 00.
- Renseignement : les renseignements pourront être demandés auprès du service technique de la mairie : M. LABBE Alain : 06 77 64 84 08
- Adresse où les offres doivent être remises : mairie, 10, rue Val-ès-Dunes, 14540 Bourguébus.
- Date d'envoi de la consultation : le 15 juin 2015.

Tarif de référence stipulé dans l'arrêté ministériel du 19 décembre 2014, soit 4,10 € HT la ligne.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérotée centrale, www.actinlegales.fr.

7121687501

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Publication de l'état des créances complètes du projet de répartition
Liquidateur : Me Judith DOUTRES-SOULLE - 77, rue de Bernières - 14000 Caen.

Tout intéressé peut en prendre connaissance au greffe et former réclamation devant le juge-commissaire dans le délai d'un mois à compter de la publication au BODACC.

Avis administratifs

7121747301

AVIS ADMINISTRATIF

Arrêté N° 35/2015
Nous, maire de la commune de Tourville-sur-Odon 14210,
Vu l'article L. 1123.3 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques ;
Vu l'avis favorable de la Commission communale des impôts directs en date du 12 février 2014.

Arrêtons
Les parcelles de terrain contiguës, cadastrées AB 31 de 210 ca et AB 32 de 90 ca et situées à l'angle de la rue du Levant et rue des Gais-Pinsons, sont présentées sans maître et sont susceptibles d'être transférées dans le domaine privé communal en application de l'article L. 1123-1 alinéa 2 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques.
Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires domiciliés et résidence du propriétaire tel que figurant au cadastre, aux tiers ayant acquis les taxes foncières aux cours de trois dernières années et le cas échéant à l'exploitant des parcelles, au représentant de l'Etat dans le département de Calvados.

Toute personne susceptible de justifier d'un titre de propriété sur le bien visé est invitée à se faire connaître auprès du secrétaire de la mairie.

Les actions en revendications devront être présentées à la mairie de Tourville-sur-Odon avant l'expiration d'un délai de 6 mois courant à partir de la plus tardive des mesures de publicités effectuées.

A l'issue de cette période, si le propriétaire ou ses ayants cause ne se sont pas manifestés, le bien sera déclaré sans maître au sens de l'article du Code civil.

Fait à Tourville-sur-Odon, le 12 juin 2015
Le Maire Robert MICHEL

Recevez votre journal à domicile

Facile ! 02 31 86 03 32

Enquêtes publiques

7120196701

Préfecture du Calvados
Direction départementale
des territoires et de la mer

AVIS AU PUBLIC

Ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration de sécurisation du boulevard périphérique nord de Caen entre les échangeurs « Chemin Vert » et « Porte d'Angleterre » sur les communes de Caen et Hérouville-Saint-Clair

ENQUÊTE PUBLIQUE 2E AVIS

Le préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados, informe le public qu'en exécution de l'arrêté du 11 mai 2015, il sera procédé du lundi 15 juin 2015 à 9 h 00 au vendredi 17 juillet 2015 à 16 h 00 à une enquête publique préalable à la déclaration de sécurisation du boulevard périphérique nord de Caen entre les échangeurs « Chemin Vert » et « Porte d'Angleterre » sur les communes de Caen et Hérouville-Saint-Clair.
A cet effet, les pièces relatives à cette information seront déposées au plus tard le 30 mai 2015 en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair.

Les jours et heures d'ouverture où chacun pourra prendre connaissance durant toute la durée de l'enquête et consigner éventuellement ses observations dans les formulaires sont les suivants :
Caen : lundi au jeudi de 8 h 00 à 17 h 00 ; vendredi de 8 h 00 à 16 h 00 ; samedi de 9 h 30 à 18 h 00 ;
Hérouville-Saint-Clair : lundi au vendredi de 9 h 00 à 17 h 30 ; samedi de 9 h 00 à 11 h 45.

M. Marcel VASSELIN est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Hubert SEJOURNE est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair aux jours et heures suivants :
Caen : lundi 15 juin 2015 de 9 h 00 à 12 h 00 ; samedi 27 juin 2015 de 9 h 30 à 12 h 30 ; vendredi 17 juillet 2015 de 13 h 00 à 16 h 00.

Hérouville-Saint-Clair : mercredi 24 juin 2015 de 9 h 00 à 12 h 00 ; lundi 6 juillet 2015 14 h 30 à 17 h 30.

A la clôture de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur est adressée en mairies de Caen et Hérouville-Saint-Clair ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer - service Eau et Biodiversité, 10, boulevard du Général-Vanier - CS 75224 - 14052 Caen cedex 4 ou toute personne physique ou morale intéressée, pour en prendre connaissance, pendant une durée d'un an.

La direction départementale des territoires et de la mer publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet des services de l'Etat et les tient à la disposition du public pendant un an.

Fait à CAEN, le 11 mai 2015
Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental
Christian DUPLESSIS

Vie des sociétés

7121755101

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Suivant délibération en date du 15 juin 2015 :

L'assemblée générale extraordinaire a transféré le siège social de la société civile immobilière D-TROIS, au capital de 152 800 euros : lotissement artisanal Le Grand Clos, rue Alfred-Lafèvre, 14320 Saint-André-sur-Orne, RCS Caen n° 449 959 410 pour le fixer à compter du 1er juillet 2015, à Fresney-le-Puceux 14680, 26 La Planche à La Houssa.

L'assemblée générale extraordinaire a nommé, en qualité de gérant, pour une durée indéterminée à compter du 1er juillet 2015, Mme MUTREL Stéphanie demeurant à Fresney-le-Puceux 14680, 26 La Planche à La Houssa, en remplacement de M. HALLEY Michel, gérant démissionnaire à effet du 30 juin 2015 à missionnaire.

Pour insertion
La Gérance.

7121681801

FIDAL
Société d'avocats
1, rue Claude-Bloch - CS 15093
14078 CAEN cedex 05

AVIS

DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution, pour une durée de 99 années, d'une SARL unipersonnelle en cours d'immatriculation au RCS de Caen, dénommée « Normand e-boutique », au capital de 10 000 euros, ayant pour objet :

La promotion et l'export des produits de la Normandie vers l'international ;
- L'achat, la revente, le négoce de produits normands ;
- La création et le développement d'un réseau de franchise ;
La recherche et la conception de nouveaux produits normands ;
- Le conseil et l'accompagnement en matière de communication sur les richesses de la Normandie ;
Le siège est fixé à : Caen (14000), 8, place Pierre-Bouchard.

Le gérant est Mme Astrid FROIDURE LE PETIT, demeurant à Caen (14000) 24, allée Baudelaire.

Pour avis
Le Gérant.

7121775101

In Extenso

experts-comptables

EX-AEQUO COMMUNICATION

Société à responsabilité limitée
au capital de 7 500 euros
Siège social : La Brioterie
14260 SAINT-PIERRE-DU-FRESNE
RCS CAEN 501 038 467

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une délibération en date du 27 mai 2015, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée EX-AEQUO COMMUNICATION a décidé de transférer le siège social de La Brioterie, 14260 Saint-Pierre-du-Fresne au 85, rue de l'Avenir, 14790 Versen, à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis
La Gérance.

7121691801

VERHAQUE FOURREUR

Société à responsabilité limitée
au capital de 7 622,00 euros
Siège social : 11, rue de Bernières
14000 CAEN
331 785 477 RCS Caen

AVIS DE TRANSFORMATION

L'AGE du 28 avril 2015 a décidé de transformer la société en société par actions simplifiée à effet rétroactif au 1er mars 2015, sans création d'un être moral nouveau, et anormé en qualité de président : M. Philippe VERHAQUE demeurant à Basseneville (14670), La Cour aux Noyers.

Du fait de la transformation, il est mis fin aux fonctions de la gérance et à celles du conjoint collaborateur.

L'assemblée a adopté l'ensemble du texte des nouveaux statuts qui régiront la société sous sa forme nouvelle.

Modification au RCS de Caen.

La Gérance.

7121840401

AUGMENTATION DE CAPITAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 4 mai 2015 de la société LA THRELLE MUSCATE, SARL (associé unique) au capital de 1 000 euros, siège social : 24, place de la République, 14100 LISIEUX, RCS Lisieux n° 803 086 743.

Il a été décidé d'augmenter le capital social.

En conséquence l'article 8 des statuts a été modifié comme suit :

Nouvelle mention : le capital social est fixé à : 10 000 euros.

Modifier l'apport au moyen de création de 900 parts nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, jouissance du 4 mai 2015.

L'inscription modificative sera portée au RCS de Lisieux.

Pour avis.

7121685101

Etude de Maîtres DESFOUX
VIELPEAU - MARGUERITE
LEFORT et DESCLOS
Notaires associés à
CAEN, 6, rue Docteur-Rayer

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Me Matthias MARGUERITE, notaire associé à Caen, le 21 mai 2015,

Il a été constitué une société civile régie par les articles 1845 et suivants du Code civil, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : « SCI IMAGINE ».
Siège social : Iis (14123), 24, rue Félix-Leclerc.

Capital : 1 000 euros.

Objet social : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location et la vente de tous biens et droits immobiliers, etc.

Durée : 90 ans à compter de l'immatriculation au RCS.

Gérance : M. Arnaud Cyril Eric FRANCOISE, époux de Mme Belinda LAINE, demeurant à Iis (14123), 24, rue Félix-Leclerc.

Cession de parts : toutes les cessions sont soumises à l'agrément préalable de l'unanimité des associés.

Immatriculation au RCS : la société sera immatriculée au RCS de Caen.

Pour avis
Matthias MARGUERITE, Notaire.

7121768301

In Extenso

experts-comptables

MFGB

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 24, rue de l'Avenir
14790 VERNON

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'une délibération en date du 27 mai 2015, l'assemblée générale extraordinaire a constaté une erreur dans l'adresse du siège social.

Par conséquent, l'article 4 des statuts est modifié comme suit :

Ancienne mention : 24, rue de l'Avenir, 14790 Versen.

Nouvelle mention : 85, rue de l'Avenir, 14790 Versen.

Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de Caen.

Pour avis,
La Gérance.

7121684901

Etude de Maîtres DESFOUX VIELPEAU - MARGUERITE LEFORT et DESCLOS

Notaires associés à CAEN
6, rue Docteur-Rayer

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE TITTYO

Société civile immobilière
Capital 800 euros
Siège social : CAEN (14000)
2, rue Samuel-Bochard
RCS CAEN 442 519 058

DÉMISSION GÉRANT

Aux termes de l'acte de partage de communauté intervenu entre M. Christophe BRUN et Mirq Florence ROCHAT le 25 juin 2013 et de l'acte de dépôt de jugement en date du 16 janvier 2014 reçu par Me Matthias MARGUERITE, notaire à Caen, M. Christophe BRUN a déclaré démissionner de ses fonctions de gérant à compter du 25 juin 2013.

Dépôt légal : greffe du tribunal de commerce de Caen

Pour avis
Matthias MARGUERITE, Notaire

7121694601

Etude de Maîtres DESFOUX VIELPEAU - MARGUERITE LEFORT et DESCLOS

Notaires associés à CAEN
6, rue Docteur-Rayer

MODIFICATION DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 29 mai 2015 de l'associée unique de la société SARL PHARMACIE DE SAINT-

merce de Caen

Pour avis

Matthias MARGUERITE, Notaire

7121694601

Etude de Maîtres DESFOUX VIELPEAU - MARGUERITE LEFORT et DESCLOS

Notaires associés à CAEN
6, rue Docteur-Rayer

MODIFICATION DU PLAN DE FIRIST - RCS CAEN 505 315 069 - activi- tés des sièges sociaux - 20, boulevard des Alliés, 14000 Caen.

Commissaire à l'exécution du plan
Me Gérard PIOLLET 8, place Gardin, Résidence Duc Guillaume, 14000 Caen.

Interdiction de gérer
Mme Elodie FABRE gérant de l'E.U.R.L.
E.G. BATIMENT - RCS CAEN 511 087 009
- 558 rue Léon-Foucault, 14200 Hérouville-Saint-Clair - Durée : 7 ans.

GATIEN-DES-BOIS, au capital de 10 000 euros dont le siège est à Saint-Gatien-des-Bois (14130), 37, rue des Brocheurs, identifiée au Siren sous le numéro 802 191 239, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lisieux, il a été décidé ce qui suit :

- Modification des dates d'ouverture et de clôture des exercices sociaux pour qu'elles deviennent celles suivantes : du 1er août au 31 juillet de chaque année.
- Clôture du 1er exercice social au 31 juillet 2015.
Dépôt légal : greffe du tribunal de commerce de Lisieux.

Pour avis
Me Jean-Charles DESCLOS.

Fonds de commerce

7121645001

LOCATION- GÉRANCE

Suivant acte ssp en date du 24 mai 2015, la société CHASSEY SAS au capital de 391 500 euros - RCS 379 312 309 Caen, Château De Martragny, 14740 Martragny, représentée par M. Médéric DE CHASSEY a donné en location-gérance à la société CYCELYA, SARL au capital de 6000 euros, RCS 150 608 922 Caen, Château De Martragny, 14740 Martragny, représentée par M. Yannick VATEL, un fonds de commerce de bar, restaurant, prêt à emporter sis et exploité au Château De Martragny, 14740 Martragny, pour une durée allant du 25 mai 2015 au 28 août 2015 renouvelable par tacite reconduction.

Tribunaux

7121716101

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAEN

JUGEMENTS RENDUS
À L'AUDIENCE DU 10 JUIN 2015
Conversion en liquidation judiciaire

M. ROCHARD Silver - RM 00899 11 14 - travaux de charpente - 7, rue des Aubépines, appartement. 55, 2ème étage, 14470 Courseulles-sur-Mer.
Liquidateur Me Judith DOUTRES-SOULLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen.

SARL CAR-LOC-TIME - RCS CAEN 445 008 022 - location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers - 900 r, rue des Freres-Lumière, 14123 Cormelles-le-Royal.

SARL M.G.O. BAT - RCS CAEN 752 555 607 - Construction de maisons individuelles - 35, rue du Devon, 14000 Caen.

SARL CRISLI - RCS CAEN 452 351 372 - hôtels et hébergement similaire - 81, avenue du Général-de-Gaulle, 14390 Caenbourg.

Pour ces trois procédures : liquidateur Me Alain LIZE, 11, place de la Résistance, 14018 Caen cedex 2.

Ouverture de liquidation judiciaire de SARL BA 14 - RCS CAEN 750 221 673 - travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment - 10, rue Raymond-Delentis La Houque 14540 Bourguébus.

SNCLEORMAND-MARCHAND - RCS CAEN 533 309 415 - débits de boissons - 31, rue du 18-Juillet-1944, 14190 Saint-Sylvain.

Pour ces deux procédures : liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au BODACC, auprès du liquidateur sus-désigné.

M. BIARD Gilbert - RCS CAEN 317 105 179 - Exploitation forestière - rue Emile-Ory, 14370 Moutil.

SAS LES DELICES DE L'YVIE - RCS CAEN 807 415 047 - Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques - 2, rue Ampère, 14120 Mondeville.

SARL AHF 14 - RCS CAEN 480 449 891 - imprégnation du bois - 418, rue Augustin-Riffault, 14540 Sollers.

Pour ces trois procédures : liquidateur Me Alain LIZE 11, place de la Résistance, 14018 Caen cedex 2.

Les déclarations de créances sont à déposer dans le délai de deux mois au plus tard de l'insertion à paraître au BODACC, auprès du liquidateur sus-désigné.

Modification du plan de SARL HAIRSTYL 'DEVELOPPEMENT FIRIST - RCS CAEN 505 315 069 - activités des sièges sociaux - 20, boulevard des Alliés, 14000 Caen.

Commissaire à l'exécution du plan Me Gérard PIOLLET 8, place Gardin, Résidence Duc Guillaume, 14000 Caen.

Interdiction de gérer Mme Elodie FABRE gérant de l'E.U.R.L. E.G. BATIMENT - RCS CAEN 511 087 009 - 558 rue Léon-Foucault, 14200 Hérouville-Saint-Clair - Durée : 7 ans.